

L'ALLEMAGNE SOMMÉE DE RINONCER A TOUTE IDÉE D'UNION AVEC L'AUTRICHE

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3 239. — 15 centimes. — Etranger : 20 centimes.
Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON
Téléphone : Gutenberg 04-73 - 04-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.

20, rue d'Enghien, Paris.

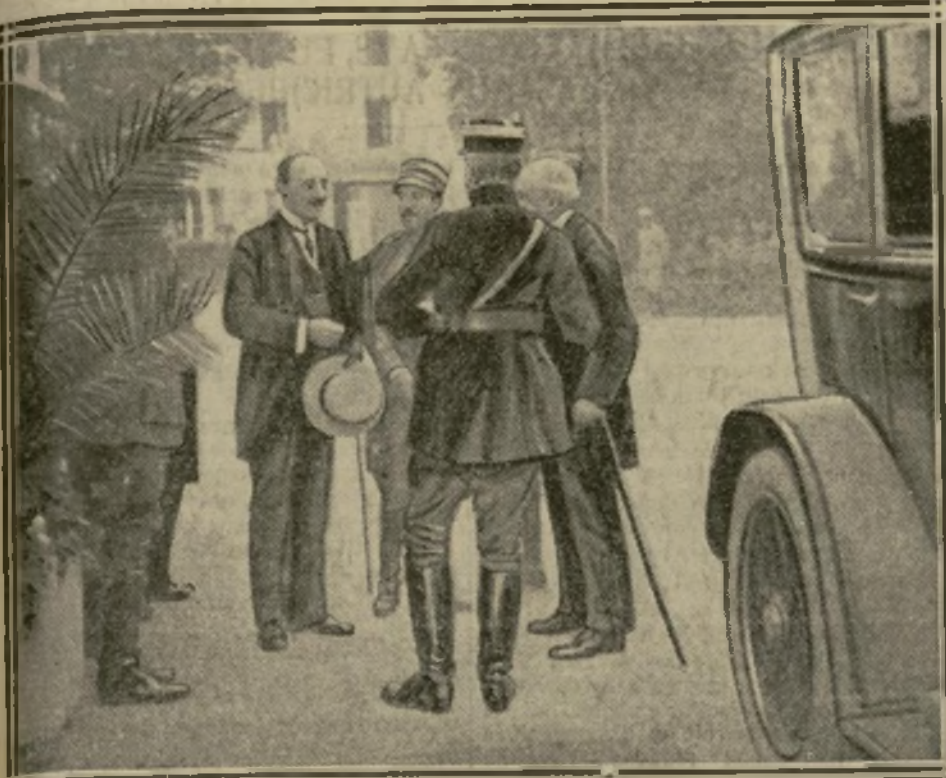
MERCREDI
3
SEPTEMBRE
1919

La morale se
résume en deux
mots : amour et
justice.

Ch. SECRÉTAN.

Cinq jours sont donnés à l'Autriche pour accepter le traité remis hier soir à Saint-Germain-en-Laye.

LE TEXTE DU TRAITÉ AVEC L'AUTRICHE A ÉTÉ REMIS HIER AU CHANCELIER RENNER



L'ARRIVÉE DE MM. DUTASTA ET ARNAVON

M. Dutasta, secrétaire général de la Conférence de la paix, accompagné de M. Arnavon, son chef de cabinet, s'est rendu hier après-midi à Saint-Germain, à 6 h. 30, et a remis au chancelier Renner la réponse des Alliés aux contre-propositions autrichiennes et le traité définitif de paix, comportant les



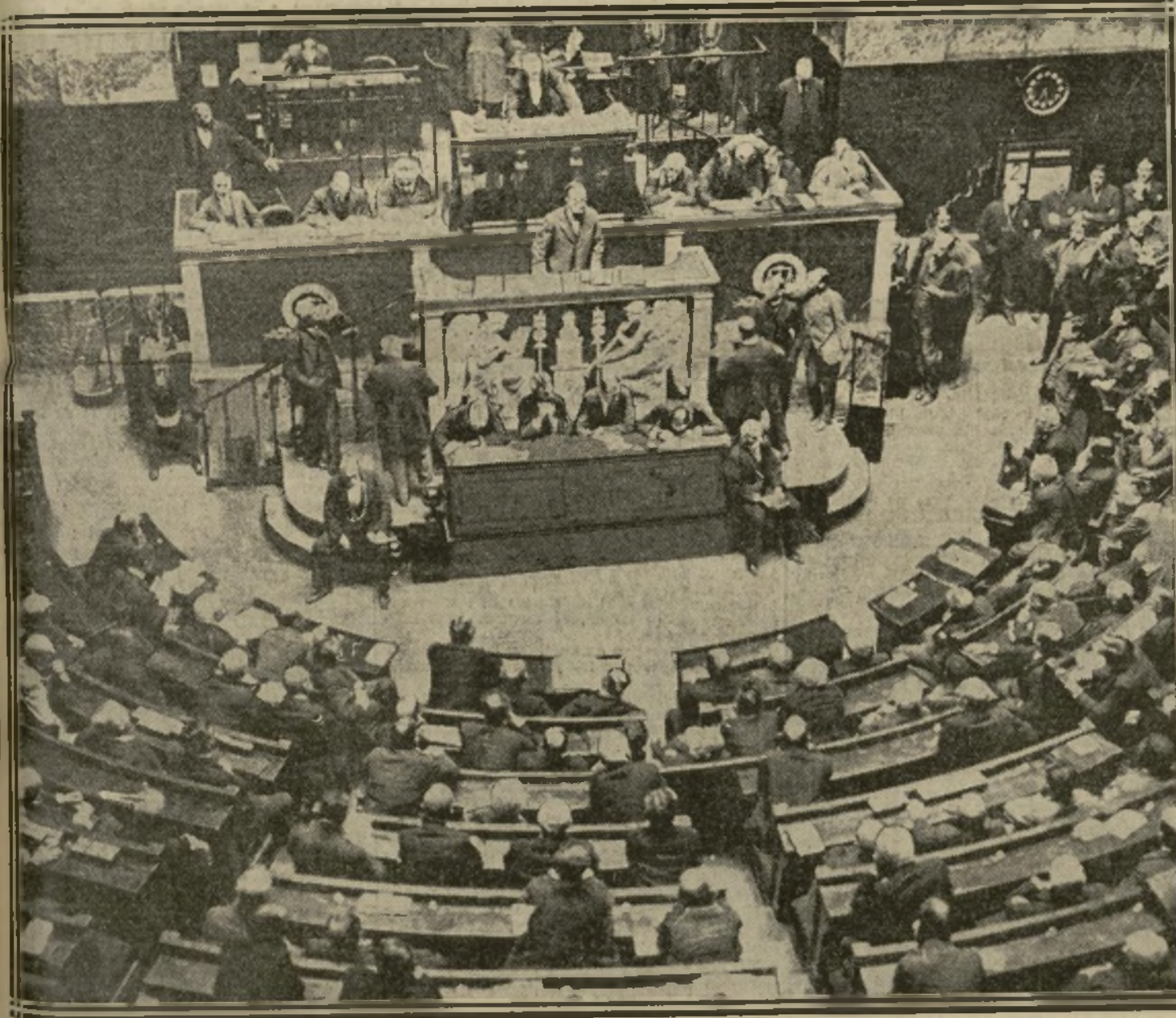
LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'AUTRICHE

rectifications apportées au texte remis le 7 juin dernier à la délégation autrichienne. La remise de ce document s'est faite sans aucun appareil dans le salon historique Louis XIV. Sur la carte que nous publions ci-dessus, l'endroit où la frontière n'est pas indiquée constitue une région à plébiscite.



LE CHANCELIER RENNER QUITTE LE PAVILLON HENRI-IV

LA DISCUSSION DU TRAITÉ DE PAIX A LA CHAMBRE : MM. TARDIEU ET BARTHOU A LA TRIBUNE



M. ANDRÉ TARDIEU DÉFEND LE TRAITÉ DE PAIX

Deux importants discours ont marqué la séance d'hier au Palais-Bourbon, où l'ordre du jour appelait la suite de la discussion du projet de loi sur la ratification du traité de paix. En présence d'une assemblée très attentive, M. André Tardieu, un des délégués français à la Conférence de la paix, prit le



M. LOUIS BARTHOU PRONONÇANT SON DISCOURS

premier la parole pour « exposer les négociations d'où sont sorties les garanties assurées à la France ». M. Louis Barthou, rapporteur général du traité de paix, lui répondit aussitôt et indiqua les raisons pour lesquelles — tout en exprimant certains regrets — la commission a conclu à la ratification du traité.

M. ABRAMI REMET LA CROIX DE GUERRE A LA VILLE DE CALAIS, BOMBARDÉE PENDANT 51 MOIS



M. ABRAMI ET LE GÉNÉRAL DITTE, GOUVERNEUR

La remise de la croix de guerre à la ville de Calais a donné lieu à une imposante manifestation patriotique, qui se déroula à l'Hôtel de Ville. Après un discours du maire, M. Abrami, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, qui représentait le gouvernement, rappela l'héroïque attitude de la cité, au cours des nombreux



L'HOTEL DE VILLE PAVOISÉ

bombardements dont elle fut victime. Au milieu de l'émotion générale, le ministre épingla ensuite la croix de bronze, au ruban barré d'une palme, sur un coussin brodé aux armes de la ville, que lui présentait le maire. Un important contingent de troupes britanniques participait à cette cérémonie.



LE MINISTRE EPINGLE LA CROIX SUR UN COUSSIN

LA JOURNÉE DIPLOMATIQUE

L'ALLEMAGNE SOMMÉE DE RENONCER
A TOUTE IDÉE DE RATTACHEMENT
DE L'AUTRICHE AU "REICH"

*Si l'Assemblée de Weimar ne modifie pas dans ce sens
d'ici quinze jours, la Constitution, des sanctions
militaires seront prises par l'Entente.*

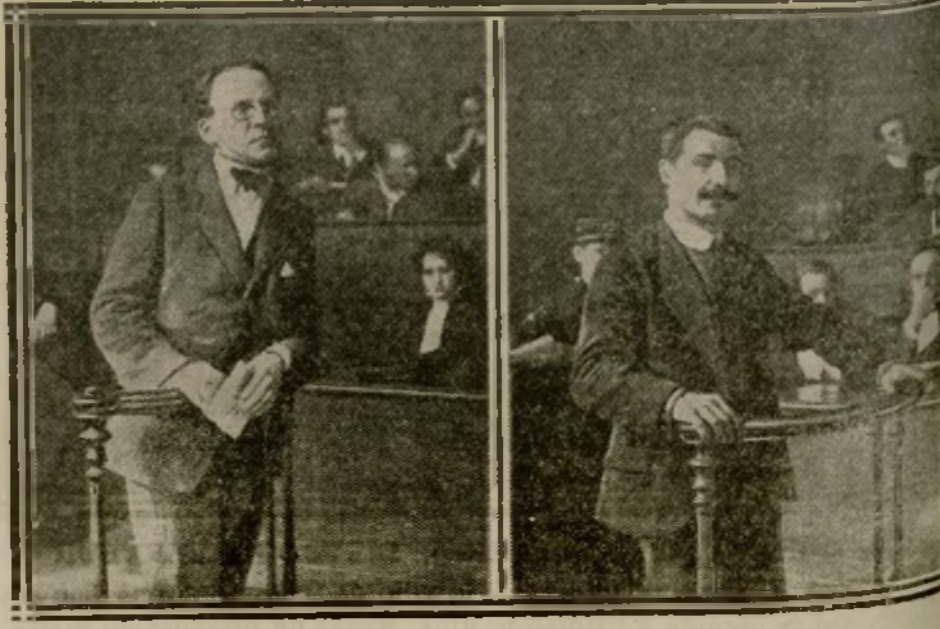
HIER, A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, EUT LIEU LA REMISE
DU TRAITÉ AUX AUTRICHIENS

AU PROCES DU DENONCIATEUR QUIEN
 Deux témoins de l'audience d'hier : M.M. Flagey et Janssens

detenteur de la Cou

Ayuntamiento

Ayuntamiento de Madrid



Deux témoins de l'audience d'hier : MM. Flagey et Janssens

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIERE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

EN ALLEMAGNE

LA CAPTIVE DELIVREE

SUR LE FRONT RUSSE

LE CALME EST REVENU
ET LE TRAVAIL A REPRIS
DANS LUDWIGSHAFENLe ministre président de Bavière,
Hoffmann, a demandé audience
au général Fayolle à
Kaiserslautern.

BADE, 2 septembre. — On télégraphie de Mannheim : Le travail a repris aujourd'hui dans presque tous les ateliers de Ludwigshafen. Les employés des postes et des chemins de fer, qui au nombre de dix-sept, avaient été arrêtés lors des derniers incidents, viennent d'être relâchés à l'exception d'un seul. Les ouvriers réclament l'élargissement de ce dernier, et menacent de faire grève s'il n'est pas mis en liberté.

Une dépêche de source officielle annonce, d'autre part, que la suite des incidents de Ludwigshafen les ministres président Hoffmann a demandé audience au général Fayolle, à Kaiserslautern.

Les zeppelins disparaissent-ils ?
LONDRES, 2 septembre. — Le correspondant de l'United Press à Berlin apprend de source autorisée qu'une charge évaluée à quarante wagons, comprenant des zeppelins et du matériel pour dirigeables, a été embarquée secrètement en Allemagne, à destination de la Hollande.

Une grande maison, près de la frontière suisse, qui construisait des zeppelins, n'a pu fournir à cet effet des renseignements concernant la destination du matériel, et la destination des navires.

En Haute-Silésie
BALE, 2 septembre. — On télégraphie de Posen :

Un communiqué polonais annonce que les insurgés, en Haute-Silésie, opposent une courageuse résistance au régime allemand. Les combats ont repris aujourd'hui aux alentours de Sosnowice. Dans le district de Lublitz, les insurgés ont pris trois mitrailleurs et fait des prisonniers. L'armée allemande se livre à des représailles sanglantes sur la population civile. Plusieurs milliers de personnes ont été déportées par la gendarmérie en Allemagne.

En Hongrie
LA NOUVELLE CRISTOVIENNALE

BALE, 2 septembre. — On mande de Vienne : La situation du cabinet est toujours instable.

Suivant les journaux, M. Friedrich aurait chargé M. Hainrich de former un nouveau ministère, dont le président serait M. Garany, Loxovsky et Peidl. La plupart des ministères actuels conserveraient leurs portefeuilles.

Les efforts de M. Hainrich tendraient à faire progresser et la nomination du gouvernement serait imminente.

Un complot pour libérer Bela Kun
ZURICH, 2 septembre. — On apprend de Vienne :

Des bruits sont mis en circulation suivant lesquels un complot très sérieux aurait été organisé en Hongrie pour libérer Bela Kun.

Le cardinal Mercier est arrivé à Brest

Ainsi que nous l'avons annoncé, le cardinal Mercier a quitté Paris, hier matin, pour se rendre à Brest. Sorti de l'hôtel au petit matin, il s'est fait conduire à la gare Montparnasse, où des places avaient été réservées, pour lui et pour sa suite, dans l'express de Bretagne. La foule, qui l'avait reconnu, l'a respectueusement salué.

Le lieutenant-colonel américain Burdett, attendant à la gare de Brest, le cardinal Mercier, qui s'est immédiatement rendu à bord du *Northampton*, a été vivement acclamé par la population, massée sur le quai.

L'aviateur Marinowitch fait une chute mortelle

BRUXELLES, 2 septembre. — L'aviateur pilote Marinowitch, un des « as » de l'aviation française, a fait une chute d'une hauteur de 150 mètres, au camp d'aviation d'Evere, et s'est tué sur le coup.

Les grèves de Marseille

MARSEILLE, 2 septembre. — La commission paritaire s'est réunie ce soir, à la préfecture. Les entrepreneurs de la navigation ont fait de nouvelles propositions que les délégués ouvriers ont déclaré ne pouvoir accepter, car elles ne leur donnaient, disent-ils, aucune satisfaction.

La question sera soumise à l'assemblée générale des dockers qui se tiendra demain matin.

Les incendies de forêts sur la Côte d'Azur

TOULON, 2 septembre. — Les deux incendies de La Verve et du Plan de la Tour, au centre du Var, ont fait des ravages énormes. D'autres incendies sont signalés au Cannet-du-Luc, à Grimaud, Trans, etc.

Le conseil général du Var a décidé de demander au Parlement le vote de crédits en faveur des sinistrés du département.

Dans la région de Draguignan, la situation s'améliore un peu, mais il faut lutter encore énergiquement pour éviter que se rallument les foyers éteints.

Important cambriolage au musée de Tours

TOURS, 2 septembre. — La nuit dernière, des cambrioleurs se sont introduits au musée de Tours et ont volé deux peintures de grande valeur dont l'une, de Delacroix, *Conquêtes et Bonheurs*, est estimée à 100.000 francs, et l'autre est une toile d'un peintre espagnol, le *Coché de la marée*.

Aux-derrière-chasse, dans la salle des sœurs et camées, ont été brisées toutes les vitrines, emportant de magnifiques émaux et des pierres précieuses d'une valeur inestimable. De plus, on a constaté la disparition d'un bronze et d'une épée du maréchal Bugey d'Alibon.

CE QUE L'ON VOIT
CE QUE L'ON ENTEND
A STRASBOURGL'Alsace affranchie est prête à
donner à la France le modèle
de la vie régionale.

Strasbourg a repris sa vivacité, sa gaieté d'autrefois, en même temps que sa toilette française, sa toilette aux trois couleurs. Il était temps. Encore quelques années d'occupation allemande, et la vieille ville allait être éternelle, perdue d'oubli en outre par des rues effroyablement nouvelles comme celle Nene Strasse, d'aspect trop baroque, et qui s'appelle aujourd'hui la rue du 22-Novembre. Un peu plus, il ne serait rien resté de ces magnifiques palais de nos hôtels et de ces maisons où le dix-huitième siècle dont Strasbourg est si riche, qu'il part peut-être Bordeaux on ne voit pas, d'autre ville, en France, qui puisse rivaliser avec elle.

Depuis qu'il y a des soldats français au poste de garde de la place Kléber, Strasbourg respire. C'est une captive délivrée. Et elle désire surtout qu'on sache, de l'autre côté du Rhin, à quel point elle est heureuse de sa délivrance.

Le drapeau qui flotte à la flèche de la cathédrale est un grand pavillon de la marine, les seules qui soient capables de résister aux vents qui soufflent de la grande vallée rhénane. Les Strasbourgeois n'ont qu'un seul. Tout grand qu'il est, ce drapeau est-il bien vu des gens d'en face ? Les gens d'en face, ce sont ces Badois qui ont toujours jaloux les Alsaciens, et qui, faute d'avoir annexé directement l'Alsace comme ils en avaient une si violente envie, s'efforcent de toutes les manières de nuire à sa prospérité. Quand Strasbourg est en fête, ses habitants demandent que, le soir, les projecteurs lancent leurs rayons sur le pays de l'Alsace, afin que, la-bas, nul ne ignore leurs réjouissances.

Pas une occasion ne se présente — et le voyage de M. Poincaré en est encore une — sans que les Alsaciens la saisissent pour manifester leurs sentiments. De leur ville, de leur capitale jusqu'au moindre village, on se félicite dix fois par jour d'être affranchi du gendarme prussien, du fonctionnaire prussien, du maître d'école prussien, de la caserne prussienne, de toutes les contraintes et de toutes les exploitations que une race inférieure et grossière imposait à un peuple aussi fier et raffiné.

Les habitudes de la ville

Voilà le fond de l'état d'esprit alsacien. Ce qui a produit la tenace résistance à la germanisation a fait aussi que l'Alsace s'est retrouvée naturellement française. Il n'est pas étonnant, donc, que l'Alsace, qui n'est pas une province, mais une communauté française, ait gardé des habitudes de la période antérieure à l'annexion. Elle a pris aussi quelques habitudes nouvelles, qui ne peuvent disparaître du jour au lendemain avec la désannexion. Comment adapter la vie alsacienne à la vie française de 1919 ? C'est tout le problème de la politique et de l'administration en Alsace. Ce problème, M. Millerand s'est chargé de le résoudre.

Un Strasbourgeois éminent nous a présenté au musée d'une comparaison spirituelle la situation de son pays :

« Le peuple alsacien, dit-il, est pareil à un homme qui a vécu longtemps avec une femme méchante mais ordonnée. Enfin, un jour, il peut se marier avec la femme de son goût. Celle-ci est douce, aimable et riante. Mais, dans ce mariage d'amour, elle n'apporte qu'une aptitude médiocre aux soins du ménage. Et, par là, il arrive au jeune homme de se dire que, tout de même, avec l'autre, il avait des choses qui marchaient assez bien et qu'il avait toujours trouvé ses habitudes dans les choses établies. L'administration allemande était une machine défectueuse, l'Alsace demandait à ne pas perdre le peu que cette machine avait de bon. C'est dire que l'administration française n'a pas échappé aux critiques que lui adresse l'esprit naturellement libre et frondeur des Alsaciens. »

C'est pourquoi il y a d'intelligentes précautions à prendre pour que les mœurs, les idées et les intérêts des Alsaciens se trouvent à l'aise dans le cadre de la France.

Mettre le corset de la centralisation à une province aussi consciente de sa personnalité, quelle œuvre de violence ! Il faut tout simplement que toutes les autres provinces françaises aspirent à un renouveau, à une vie indépendante. Un « sous-préfet à Strasbourg » n'est la formule qu'on emploie la-bas pour pérorer le régime qui a précédé la nomination du haut commissaire, c'était déjà un contresens. M. Millerand est arrivé. Il a étudié la question de l'administration en Alsace comme un dossier sans idées préconçues et sans préjugés. Il traitera toutes les affaires avec une âme. Ainsi se dégageront une doctrine et un système.

Un régime de transition

On peut prévoir que la solution sera celle que le bon sens conseille et à laquelle conduira la nature des choses. On adoptera un régime de transition qui est déjà dans les faits. Au point de vue de la législation, nous avons une loi religieuse, au point de vue économique, au point de vue administratif, on ne peut pas prétendre franchir d'un seul coup. Peu à peu, l'accommodation s'accomplira.

Il faudra sans doute plusieurs années de ce régime, qui demandera de la souplesse, et dans nos bureaux, des idées larges. Pour la première fois, depuis que les institutions de l'an VIII sont la base de la vie française, la diversité de la loi sera admise dans la région de la France. Les hommes de la révolution française et napoléonienne, dont nous avons hérité, ne concevaient pas l'unité de la patrie sans l'uniformité. Cette formule ne s'applique plus au vingtième siècle, où de nouveaux besoins sont nés, et elle est devenue trop étroite.

En sorte que le retour de l'Alsace et sa réintégration à la centralisation du vieux système départemental pourraient, bien au contraire, pour toute la France, le début d'une ère nouvelle. Le régime de transition qui sera celui de l'Alsace deviendra peut-être le signal d'une évolution étendue au pays tout entier.

Qui sait si, le jour où l'Alsace rentrera dans le « droit commun », ce ne sont pas les autres provinces françaises qui se souviendront, à bon droit, de l'exemple de Strasbourg, et si la loi de la diversité n'est pas la France entière, au même régime, que l'unité dans la diversité, avec le respect des libertés provinciales.

Jacques BAINVILLE.

LES ROUMAINS INFLIGENT
UNE GRAVE DÉFAITE AUX
ROUGES SUR LE DNIESTERIls exigent la capitulation complète
de l'armée bolchevik du
Sud-Ouest, qui comporte cinq
à six divisions.

BERNE, 2 septembre. — Les journaux de Vienne annoncent que l'armée bolchevik du Sud-Ouest, qui, depuis dix mois, se livre à de vaines attaques contre l'armée roumaine, vient d'être battue par les Roumains sur le Dniester. Elle a perdu un matériel considérable, est complètement démoralisée et sa situation est désespérée.

Le commandant bolchevik a envoyé des parlementaires au commandant roumain de Bender, en Bessarabie, pour demander une armistice ; les Roumains ont répondu en exigeant la capitulation complète. L'armée bolchevik sera probablement obligée d'accepter pour diffuser son anéantissement complet on sa capitulation par Dniestr, ce qui, par rapport à Moscou, est, en effet, des maintenant, très difficile. L'effectif de cette armée rouge comporte de cinq à six divisions.

La nouvelle victoire roumaine a pour résultat de dégager le flanc gauche de Denikine et de lui faciliter au nord les opérations contre les nouvelles réserves bolcheviques amenées du front Koltchak du Sibirie.

Prise d'Empta par les Russes

LONDRES, 2 septembre. — Le communiqué du War Office annonce que les troupes russes ont en possession du village d'Empta et ont repoussé de violentes contre-attaques bolcheviques.

Sur la côte roumaine, un raid a été exécuté avec succès sur la rive est du lac Onega. Les Russes capturent avec la flottille du lac et des avions.

Les troupes russes ont pris cinq mitrailleurs, trois cents fusils et fait cent cinquante prisonniers. Leurs pertes sont légères.

Les libéralités du roi d'Italie

ROME, 2 septembre. — Le roi a cédé à l'œuvre nationale des combattants de nouveaux biens de la Couronne en Toscane et dans le Napolitain, notamment la villa historique de Capodimonte, près de Naples.

On affirme de bonne source que le roi se propose de rendre au Donatien de l'Etat tous les palais qui lui sont destinés, à l'exception de ceux de Rome et de Turin. La liste civile, dont une grande partie est absorbée par l'administration des biens de la Couronne, pourrait ainsi être notablement réduite.

En outre, le roi aurait l'intention de demander que sa fortune particulière soit taxée comme celle de tout autre citoyen.

Les actes du roi, qui témoignent d'un esprit large et démocratique, sont très favorablement accueillis par l'opinion publique.

Un amendement de M. Bracke sur le sectionnement de la Seine

La Chambre abordera demain matin l'ordre du jour relatif aux sectionnements électoraux.

En prévision de ce débat, M. Bracke, député socialiste de la Seine, vient de présenter un amendement à double effet. Il demande que le département de la Seine ne soit pas sectionné et ne forme qu'une seule circonscription. Dans le cas où ce système ne serait pas adopté, M. Bracke propose de diviser le département de la Seine en quatre circonscriptions, formées :

La première, par les 8^e, 10^e et 17^e arrondissements de Paris, plus les cantons de Puteaux, Colombes, Courbevoie, Neuilly, Boulogne, Clichy-Levallois, Asnières et Saint-Ouen, devant nommer 12 députés ;

La seconde, par les 1^{er}, 2^e, 9^e, 10^e, 18^e et 19^e arrondissements de Paris, plus les cantons de Saint-Denis, Aubervilliers, Noisy-le-Sec et Pantin, ayant 14 députés ;

La troisième, par les 3^e, 4^e, 11^e, 12^e et 20^e arrondissements de Paris, plus les cantons de Vincennes, Montreuil, Nogent, Saint-Maur et Charenton-le-Pont, ayant droit à 13 députés ;

La quatrième, par les 5^e, 6^e, 7^e, 13^e, 14^e et 15^e arrondissements, plus les cantons d'Ivry, Sceaux, Villejuif et Vanves, avec 15 représentants.

M. Bracke doit demander, de son côté, l'établissement de la R. P. intégrale.

M^{me} Doyen blessée en auto

Mme Doyen, la veuve de l'éminent chirurgien, vient d'être blessée grièvement dans un accident d'automobile, au cours d'une excursion, avec des amis, dans les environs d'Yvonne-les-Bains.

Relevée sans connaissance, on lui donna les premiers soins au château de Pré-Vert, à Rolle.

Les personnes qui accompagnaient Mme Doyen n'ont reçu que de légères contusions. L'état de Mme Doyen est actuellement satisfaisant.

L'affaire des faux bons de la Défense nationale

NANTES, 2 septembre. — Les inspecteurs de la Sûreté viennent d'arrêter un nommé Fernand Verrier, accusé d'émission de faux bons de la Défense nationale.

L'enquête aurait révélé que Verrier, dans chaque bureau de poste, lançait la recette principale de la Loire-Inférieure que dans les environs de Nantes, rendait pour 4.500 francs de bons qui lui furent instantanément remboursés.

Verrier avait été envoyé à Nantes par le ministre de la Reconstruction industrielle pour procéder à l'inventaire des stocks vendus à l'Etat par l'armée américaine.

Il reconnaît avoir détourné divers objets, mais il nie avoir émis de faux bons de la Défense nationale.

Panne d'électricité

Plusieurs arrondissements du centre de Paris ont été livrés, vers 10 heures, à une interruption momentanée par une panne d'électricité qui s'est prolongée pendant vingt minutes.

LES CONTES D'EXCELSIOR

MERCANTI

Par JACQUES CONSTANT

Tandis que ces dames, vêtues de blanc ainsi que des communiantes, assistaient à l'église du bourg à la grande messe dominicale, M. Morand et son ami Gorgier se prélassaient sur la terrasse de Ker Madeleine.

De la villa haut perchée sur la falaise, on dominait la plage claire de Tresmeur, le port de Trozou avec ses barques à l'ancre, et, très haut sur l'horizon, la mer azurée, miroitante, vaporeuse.

Mais, plongés dans leur partie d'échecs quotidienne, les deux hommes restaient insensibles à la magnificence du décor.

Gorgier, en déplaçant un cavalier, prononça soudain une phrase malencontreuse, écho d'un article de journal de la veille.

— La vie chère va finir par provoquer le désordre.

M. Morand, enveloppé dans la fumée de son cigare, calculait laborieusement un coup hardi. Il releva brusquement son menton barbu, comme piqué d'une mouche.

— La vie chère, fit-il en fronçant les sourcils, c'est une invention des journalistes.

Bien qu'il eût l'habitude d'approuver sans réserve les opinions les plus discutables de son ami, Gorgier n'y put tenir.

— Tu ne nieras pas que tout ait enflé depuis la guerre ?

Certes, mais les salaires ayant suivi une progression parallèle, le phénomène est passé presque inaperçu sans la campagne des journaux. Ennec au roi !

— Non, mon vieux, parce que ma tour prend ton fou. N'importe, poursuivait-il, si les commerçants n'étaient pas rongés par l'esprit de lucre on vivrait à meilleur compte.

M. Morand, qui tenait un magasin de tailleur-chemisier boulevard Saint-Denis, se sentit directement visé.

— Me croiras-tu si je t'affirme que je vends mes marchandises avec le même taux de bénéfice qu'en 1914 ?

Et comme Gorgier ricanait avec incrédulité, il déclara avec force :

— En 1914, je majorais mes prix de revient de trente-trois pour cent, exactement comme aujourd'hui. Et, cependant, tous mes employés ont été augmentés. Tiens, le garçon livreur qui touchait deux cents francs par mois avant la guerre, eh bien, je lui en donne présentement cent cinquante.

Pardon, interrompit Gorgier, qui s'animait, ton raisonnement est spécieux. Avant la guerre, tu faisais deux cents mille francs d'affaires, soit, à trente-trois pour cent, soixante-six mille francs de bénéfices bruts. Du moment qu'un complet autrefois affiché cent francs est actuellement vendu quatre cents, ton chiffre d'affaires est passé à huit cent mille francs.

— Pas tout à fait.

— Mettons sept cent mille. Cela te fait donc, toujours à trente-trois pour cent, un bénéfice de deux cent trente et un mille francs. Eh bien, mon vieux, tu peux les augmenter, les employés, ça ne t'empêche pas d'être un peu plus riche que les autres.

— Gorgier !

— Il n'y a que la vérité qui offense.

— Malotru !

— Mercanti !

Les deux hommes s'étaient dressés, le visage congestionné, et les figures, brutalement secouées, jachaient l'échiquier.

— Offre donc l'hospitalité aux gens ! s'écria amèrement M. Morand en s'enfermant au salon.

— Tu nous le fais assez sentir que nous sommes chez toi ! hurla M. Gorgier, qui monta à sa chambre.

Jacques CONSTANT.

Lawn-Tennis

• Tournoi de Deauville

Les prix du tournoi de tennis de Deauville ont été distribués devant une nombreuse et très élégante assistance.

Particulièrement et justement applaudis : Championnat double mixte, 1^{er} prix : Mlle Lenglen-Decugis et Schell-Albaran ;

Championnat simple, 1^{er} prix : M. Gobert ; 2^e, Albaran ; 3^e, J. Arago ; 4^e, Dawson.

Un match de boxe

Londres, 2 septembre. — Ce soir, à huit heures, à l'olympia, un match de boxe en 10 rounds entre les poids lourds Joe Beckett, tenant du Championnat britannique poids lourds, et l'Américain Eddie Mac Goorty.

Mac Goorty a été mis knock-out au 17^e round.

Un autre match important a eu lieu, en 10 rounds, entre les poids lourds Fred Fulton, Américain, et Arthur Townley, de Birkenhead.

Le dernier a été mis knock-out au premier round.

NOUVELLES BREVES

L'officiel de ce matin publie un décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur la journée de huit heures dans les industries du livre et dans les industries de la préparation des cuirs et peaux.

M. Paul-Maurice Lambert est nommé officier de la Légion d'honneur ; Mme Lebailly, née Louise Charlier, fondatrice du Musée de guerre, est nommée chevalier.

Il n'était pas en haut de l'escalier qu'il commençait à se repentir de son emportement. Employé dans un ministère, il joignait péniblement les deux bouts, et chaque année il acceptait avec reconnaissance l'invitation de son labadens Morand, ce qui lui permettait de passer ses vacances confortablement et sans bourse délier.

Qu'allait dire Mme Gorgier ?

Justement, un caquet bruyant signalait le retour de ces dames. En le payant trois fois plus cher qu'à Paris, elles avaient fini par trouver du poisson, et elles devaient gaiement avec la famille Tassel, de Tréguier, qui habitait la villa contigüe.

Elles s'étonnèrent de trouver la terrasse déserte et l'échiquier ravagé, car d'ordinaire la cloche du déjeuner interrompait seule le jeu. Déjà M. Morand, avec des gestes larges, expliquait le drame. Bien que généralement elle ne perdît nul occasion de rabrouer son mari, Mme Gorgier embrassa aussitôt sa cause.

Grande et sèche, avec une figure fripée comme une crêpe, elle ne pardonnait pas à Mme Morand de supporter sans qu'il y parût les assauts de la quarante-cinquième année.

Gorgier, fit-elle d'une voix coupante, a eu le tort de répéter franchement ce que tout le monde murmure derrière vous.

— Vous aussi ! s'écria M. Morand avec le doublement étonnement que dut manifester César frappé par Brutus.

— Ma chère, riposta Mme Morand, vous manquez de tact. Quand on accepte l'hospitalité...

Ce soir, nous aurons vidé les lieux. Il y a des hôtels à Tresmeur.

Et elle s'en fut rejoindre M. Gorgier, qui, tout effaré de son audace, osa à peine remuer dans sa chambre.

Tu as bien fait de rabattre le caquet à ce mercanti ; mais, à présent, débrouille-toi pour que nous décamions en vitesse.

— Si je faisais des excuses à Morand ?

— Des excuses ? Je voudrais bien voir ça !

— C'est que l'hôtel va nous coûter au moins trente francs par jour...

— Achille, serais-tu un lâche ?

Le soir même, les malles étaient prêtes, la voiture commandée, et une chambre retenue à la pension de Menhir.

Mme Morand avait la migraine, et le chemisier, qui souffrait d'une hypertrophie cardiaque, se sentait fort incommode.

Il réfléchissait avec mélancolie qu'il lui faudrait rester en tête à tête avec sa femme, à laquelle depuis vingt ans il ne trouvait plus rien à dire, qu'il allait manquer de partenaire au jeu d'échecs, seule distraction qui lui permit de tuer les monotones heures d'oisiveté.

Puis, rassurant l'épithète injurieuse que lui avait adressée Gorgier, il s'avouait en lui-même que l'augmentation des frais généraux ne l'empêchait pas de gagner deux fois plus qu'avant la guerre.

Certes, il ne se considérait pas comme un mercanti, mais un scrupule tardif troublait sa conscience.

Et quand il vit Gorgier, portant sa valise, descendre le perron, il n'y put tenir :

— Voyons, mon vieux, cria-t-il avec émotion, nous n'allons pas nous quitter comme ça, pour un mot ?

Puis, comme l'autre, ébranlé, consultait sa femme du regard, il ajouta :

— Et, pour te prouver que je ne suis pas un mercanti, je viens d'écrire à mon chef de rayon d'annoncer une baisse de quinze pour cent sur tous les articles.

Jacques CONSTANT.

Le ministre des Travaux Publics, M. Poincaré, a reçu hier, à la présidence du Conseil, les membres du Comité d'organisation des chemins de fer de l'Etat.

Le Comité d'organisation des chemins de fer de l'Etat, qui a été créé par le décret du 10 juillet 1911, a pour but de préparer l'émission d'obligations de chemins de fer de l'Etat.

Les obligations, d'une quantité de 500 fr. et amortissables par voie de tirages au sort, sont du même type que les obligations émises par les différentes Compagnies françaises de chemins de fer.

Trois émissions ont été réalisées en 1912, en 1913 et en 1914 respectivement pour 600.000, 200.000 et 400.000 titres.

Une nouvelle opération d'un montant nominal de 700 millions de francs, comprenant par conséquent 1.400.000 titres de 500

